

Afghanistan

Au moins 13 morts dans un attentat lors d'une réunion électorale

■ Au moins treize personnes ont été tuées et plus de 40 blessées hier dans un attentat-suicide visant un meeting électoral dans l'est de l'Afghanistan, jetant une ombre sur la campagne qui s'ouvre en vue des législatives du 20 octobre.

Par Rima C.

Il s'agit du premier attentat depuis le début de la campagne officielle vendredi dernier. Mais les préparatifs de ces élections ont eux-mêmes été ensanglantés par plusieurs attaques ces derniers mois. Le kamikaze a déclenché sa charge parmi les participants à une réunion organisée par le candidat Abdul Nasir Mohmmand dans le district de Kama de la province de Nangarhar (Est), a indiqué le porte-parole du gouverneur local Ataullah Khogyani. Le bilan est de 13 morts et 43 blessés selon lui. Abdul Nasir Mohmmand est «vivant», a ajouté M. Khogyani, sans toutefois préciser s'il avait été blessé. Le directeur des services de santé de la province, Najibullah Kamawal, a de son côté fait état de 14 tués. Sayed Humayun, qui accompagnait son cousin blessé dans l'un des hôpitaux de la capitale provinciale Jalalabad, a

indiqué que de nombreuses personnes étaient présentes dans la salle au moment de la déflagration. «J'ai entendu une forte explosion», a-t-il déclaré à l'AFP. «Pendant un moment je n'ai rien pu voir, j'ai cru être devenu aveugle. Mais après j'ai vu que j'étais entouré de corps et de gens couverts de sang», a-t-il poursuivi. «La deuxième session venait de commencer et nous écoutions le candidat. Tout d'un coup, j'ai entendu un grand bruit dans le milieu de la salle. J'ai tenté de fuir mais je n'ai pas pu car j'étais gravement blessé à une jambe», a témoigné un autre homme, Siraj ur Rehman, rencontré par l'AFP à l'hôpital. La déflagration a fait s'effondrer le toit du bâtiment. «Il y a encore des gens coincés sous les débris», a affirmé à l'AFP un autre participant au meeting, Malik Zeerak. L'attentat n'a pas été revendiqué dans l'immédiat, mais le groupe État islamique a affirmé avoir perpétré la plupart



des attentats suicides commis ces derniers mois. La campagne pour les élections législatives du 20 octobre a été lancée vendredi dernier dans un climat de crainte et de doute. Le scrutin, longtemps retardé, aurait initialement dû se tenir il y a trois ans. Cinq candidats ont été assassinés dans des attaques ciblées, selon la Commission électorale indépendante, et les violences pourraient encore s'intensifier d'ici le jour du vote. Plusieurs centres d'enregistrement sur les listes électorales ont également été attaqués, notamment à Kaboul

où un attentat a tué une soixantaine de personnes le 22 avril. Pour la première fois, 54 000 membres des forces de sécurité afghanes seront chargés d'organiser la protection des 5 000 bureaux de vote. Pour des raisons de sécurité, 2 000 autres bureaux n'ouvriront pas. La mission de l'Otan se tiendra pour sa part volontairement en retrait des préparatifs de sécurisation des bureaux de vote, laissés aux forces afghanes. Les talibans et le groupe État islamique ont fait savoir qu'ils entendaient mener des attaques pour perturber le

processus électoral. Plus de 2.500 candidats sont en lice pour le vote du 20 octobre, au cours duquel la chambre basse du Parlement afghan sera entièrement renouvelée. Le scrutin est également perçu comme une répétition générale avant l'élection présidentielle prévue en avril prochain. Il survient en outre un mois avant une importante conférence de l'ONU à Genève, à laquelle les pays étrangers présents en Afghanistan espèrent convaincre les pays donateurs des progrès obtenus dans le pays.

R. C.